



Collectif National Intervention Communiste



Contact : Les Amis d'Oulianov – BP 40084 – 75862 PARIS Cedex 18 – urcf.oulianov@free.fr
Notre site : www.urcf.fr

ALSTOM :

Nationalisation immédiate sans indemnisation ! Priorité au transport ferroviaire public !

L'annonce par la direction d'Alstom de la fermeture du site de Belfort a provoqué colère et inquiétude chez les travailleurs de l'entreprise comme dans toute la population du département. Alstom, ce sont aussi des centaines de sous-traitants qui seraient conduits à fermer, ce sont toutes les activités (commerces, santé, éducation ...) qui seraient touchées. Le Collectif National d'Intervention Communiste exprime sa solidarité avec les travailleurs qui se mobilisent pour mettre en échec le mauvais coup.

La fermeture d'Alstom-Belfort met en pleine lumière les contradictions du capitalisme, et le caractère à bien des égards aberrant de ce système. Alstom engrange des profits fabuleux pour ses actionnaires, c'est une entreprise de pointe dans son domaine, comme en témoigne le « marché » qu'elle vient d'obtenir pour les États-Unis. Elle symbolise la haute technologie dans l'industrie des chemins de fer, et plus particulièrement à Belfort, où les moteurs des locomotives TGV sont produits. Mais le capitalisme, c'est le capitalisme. La production a beau prendre l'apparence de marchandises, elle n'intéresse les capitalistes et l'oligarchie financière que comme production de plus-value pour l'obtention d'un taux de profit maximum ! Et d'autre part, les monopoles se partagent les marchés, dans le cadre de cartels géants aujourd'hui portés à des dimensions inter-étatiques comme l'Union Européenne. C'est pour ces raisons qu'une partie du matériel ferroviaire commandé par la SNCF ou la RATP à Alstom est fabriqué à l'étranger, là où les salaires sont plus bas, tandis que l'obligation d'appel d'offre de l'UE conduit à ce que certaines commandes échappent à Alstom pour le profit d'autres groupes capitalistes hors frontières, tandis qu'Alstom se désintéresse de la production de certains matériels (les TER par exemple). Et tandis que les actionnaires – les banques, les institutionnels ... - s'emplissent les poches, on ferme un site prestigieux, mettant toute une région au bord de la faillite.

Mais à notre époque, les actionnaires, la direction de l'entreprise, ne sont pas les seuls responsables ! Il y a l'État bourgeois, avec 20% du capital d'Alstom, qui a permis de soutenir les actionnaires privés à un moment où les profits étaient considérés comme insuffisants, et où Alstom était en « difficulté ». Et derrière les effets de manche aujourd'hui, il se prépare à accompagner la décision (du moment qu'elle est ... justifiée !). De ce point de vue, Républicains - comme le maire de Belfort – comme socialistes, par leur politique de gestion des affaires du Capital, portent aussi la responsabilité de la situation. Et comment ne pas évoquer la politique ferroviaire, mise en œuvre par les uns et les autres depuis des décennies, qui donne la priorité à la route sur le rail ? Faut-il rappeler la loi Macron - de ce représentant de la banque Rothschild dans le gouvernement social-démocrate de Hollande, coqueluche de la CFDT -, qui donne priorité au transport passager par autocar ? Ils sont tout autant responsables, ceux qui ferment les lignes dites Intercité, qui suppriment les trains de nuit, les trains Corails !

Au contraire de tous ceux qui ont une responsabilité dans la fermeture du site de Belfort, la décision d'Alstom souligne la nécessité d'une autre organisation sociale : il faut développer en priorité les transports en commun sur rail. Alors que les Verts sont silencieux sur cette question (parce que le secteur privé est contre ?), il faut souligner que c'est aussi un enjeu écologique. Le développement du secteur public des transports par rail nécessite le développement d'une entreprise de conception et de fabrication du matériel ferroviaire dont l'objectif premier serait la satisfaction des besoins dans ce domaine. Or le capitalisme tourne le dos à cette possibilité : l'UE l'interdit au nom de la concurrence et du refus des « monopoles », ce qui dans son langage veut dire secteur public !

Nous appelons les travailleurs d'Alstom à réclamer la nationalisation sans indemnisation de l'entreprise dans l'immédiat ! Mais nous les appelons aussi à lutter contre le capitalisme, pour la société socialiste-communiste qui grâce au pouvoir des travailleurs, socialisera la propriété des moyens de production et permettra de répondre aux besoins sociaux (par exemple dans les transports) grâce à la planification de la production. Cela passe par la construction d'un Parti Communiste véritable qui aide les travailleurs dans le combat contre la bourgeoisie et ses domestiques. C'est pourquoi nous vous appelons à nous rejoindre !

Paris, le 30 septembre 2016